

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DRIRE Bourgogne

Groupe de Subdivisions : Saône et Loire		Subdivision : Mâcon	
Nom de l'inspecteur : Rémi MORGE			
Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 08/09/2009		Date de l'inspection : 17/09/2009	
Type d'inspection : <input checked="" type="checkbox"/> approfondie ou <input type="checkbox"/> courante ou <input type="checkbox"/> ponctuelle <input type="checkbox"/> inopinée ou <input checked="" type="checkbox"/> annoncée <input checked="" type="checkbox"/> planifiée ou <input type="checkbox"/> circonstancielle			
motif de la planification : Plan de contrôle des installations classées			
Société : Société MASSILLY FRANCE		AUTORISATION	
Commune : Massilly		Priorité : à enjeu	
Activité : Ferblanterie			
Liste des installations inspectées : Établissement			
Thème : Suites de l'inspection précédente - Sécurité			
Référentiel de l'inspection : Arrêté préfectoral du 18 avril 2000 – Arrêté ministériel du 2 février 2008			
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : M. Brian - Directeur industriel Mme Ravat - Responsable QHSE M. Dubost - Animateur sécurité			
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : L'établissement est spécialisé dans la fabrication de boîtes de conserves et de capsules et de coffrets métalliques. Il emploie 250 personnes. L'activité de l'établissement a peu évolué depuis la date de l'arrêté préfectoral. L'exploitant a éliminé les transformateurs contenant du PCB. et n'est plus classable à ce titre. Les conditions d'exploitation et l'état des installations sont globalement satisfaisants. Toutefois l'inspection a mis en évidence des écarts qui peuvent faire l'objet d'actions correctives rapidement. Suite de l'inspection du 30 mai 2006 <ul style="list-style-type: none">- Article 11.2 - vérification périodique des disjoncteurs Il est rappelé à l'exploitant que la mise en place de disjoncteurs est une obligation pour toutes les arrivées d'eaux et que ces appareils doivent faire l'objet de vérifications (Articles R1321-57 et R1321-61 du code la santé).- Article 28-1 de l'arrêté du 2 février 1998 - bilan trimestriel de la consommation de solvants La consommation de solvants de l'établissement est de l'ordre de 17 tonnes par an. Il est rappelé à l'exploitant l'obligation d'établir annuellement un plan de gestion des solvants en application de l'article 28-1 de l'arrêté du 2 février 1998 pour toute installation consommant plus d'une tonne de solvant par an. Un plan de gestion devra être établi pour l'établissement (se référer au guide d'élaboration d'un plan de gestion de solvants établi par l'INERIS).- Article 11.4 - Rétentions sous les stockages de produits polluants : Lors de la visite de l'installation, il a été constaté que tous les stockages de liquides polluants (vernis, solvants...) présents dans les ateliers ne sont pas disposés sur rétentions. L'exploitant devra veiller à mettre en place les rétentions nécessaires.			

- Article 27 - registre de contrôle de la production l'élimination de déchet :
Le registre des déchets a été mis en place début 2009. Toutefois, il est nécessaire d'améliorer l'enregistrement des documents et le suivi des bordereaux de déchets.
- Article 22 - Prévention et lutte contre le bruit
Des mesures de bruit ont été faites en juin 2006 montrent un dépassement de l'émergence au "point 3" situé au niveau des maisons d'habitation en face de l'entrée des poids lourds. Il est demandé à l'exploitant d'étudier les moyens de réduire le niveau sonore pour rendre cette émergence conforme.
Les mesures des niveaux sonores sont à refaire tous les 3 ans.

Inspection thème Sécurité

- Article 28 - Risques naturels
Il est rappelé à l'exploitant qu'en application de l'arrêté du 15 janvier 2008, une analyse du risque foudre (ARF) doit être faite avant le 1er janvier 2010.
Il lui est demandé de vérifier auprès des services compétents si l'établissement et notamment les stockages de produits sont situés hors des zones inondables.
- Article 29 - Définition des zones dangereuses
L'exploitant définira les zones dans lesquelles il existe des situations dangereuses.
- Article 30.2 - Installations électriques
Les installations électriques ont fait l'objet d'un contrôle annuel. Il est fait mention dans le rapport de contrôle de 397 observations dont un bon nombre ont déjà été signalées et il y est précisé que le plan des zones à risques d'explosion n'a pas été fourni. Des mises en conformité sur les installations électriques ont déjà été réalisées. Il est demandé à l'exploitant de poursuivre la mise en conformité ses installations électriques.
Il lui est demandé également de nettoyer et faire vérifier les éclairages dans des zones ATEX du local de stockage de solvants
Il veillera à fournir le plan des zones à risques à l'organisme de contrôle des installations électriques.
- Article 32.3 - Consignes et Permis de feu
Les permis délivrés ne permettent pas la traçabilité du contrôle de chantier après travaux. Il est conseillé d'utiliser des permis de feu permettant de tracer les visites après travaux.
- Article 32.5 - Moyens humains et matériels
Il est demandé à l'exploitant de s'assurer du débit des bornes incendie extérieures (demande auprès des pompiers ou mesures par une société compétente).
Il insérera, dans le plan de secours, les consignes de déclenchement, en cas d'incendie, de l'obturateur en sortie du réseau des rejets des eaux usées.
- article 34 - registre des incidents et des accidents
Ce registre est à mettre en place
- Article 36 - Poste de remplissage de propane :
La mise à la terre du distributeur n'a pas pu être constatée. La charpente métallique de l'abri du distributeur n'est pas reliée à la terre. Il est demandé à l'exploitant de vérifier les mises à la terre de toutes les parties de l'installation.
L'exploitant devra mettre en place une protection à l'arrière de l'appareil de distribution accessible aux véhicules.

Suites envisagées :

Lettre à l'exploitant pour lui rappeler les écarts et points d'amélioration relevés lors de l'inspection.

Liste des documents établis suite à la visite :

Transmission au Préfet
Tableau des constats
Lettre à l'exploitant

Dijon, le 23 septembre 2009

L'inspecteur des installations classées

SIGNE,

Rémi MORGE